

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

PREMIER SCENARIO :

« Tout va très bien, Madame la Marquise, tout va très bien ! »

(Dépêche AFP) / Fontainebleau / 17 juin 2017 : NOUVELLE MAISON DE RETRAITE POUR PERSONNES ÂGÉES SANS RESSOURCES, DANS LE CHÂTEAU DE FONTAINEBLEAU.

Madame Jeanne Dupont, ministre des Affaires sociales, inaugure la nouvelle maison de retraite aménagée par le Conseil du « Grand Paris » dans le Château de Fontainebleau, pour des personnes âgées sans ressources.

Elle promet également que les locaux abandonnés par l'INSEAD depuis deux ans seront repris par l'Union Mutuelle « Assurance Santé » des grandes banques internationales qui s'engageraient à y soigner leurs assurés atteints de maladie d'Alzheimer.

Et pour sa première inauguration, elle s'engage à recevoir avant le 14 Juillet les trente maires du Pays de Fontainebleau, subissant l'appauvrissement accéléré de leur territoire, qui s'exprimeront aussi pour tous leurs collègues du Sud-est Francilien sinistré.

DEUXIEME SCENARIO :

« Si tu veux labourer droit, attache ta charrue à une étoile... »

(Dépêche AFP) / Fontainebleau / 18 juin 2017: OUVERTURE AUX PUBLICS DE LA MAISON DES ARTS ET TECHNOLOGIES DURABLES (MATD) DANS UNE AILE DU CHÂTEAU DE FONTAINEBLEAU.

Le nouveau Président de la République française, accompagné de Madame Marie Secula, Ministre de la Culture, et de Monsieur Jean Seculorum, Ministre de l'Industrie, inaugurent le nouveau «**Musée des Arts et Technologies Durables**» (MATD) dans le quartier Henri IV du Château de Fontainebleau.

Ils soulignent combien ce projet est autant social et humain que technologique.

Le président, particulièrement enthousiaste pour cette ouverture, a insisté sur la difficulté pour le Monde de renaître de manière durable, et a dit tout son plaisir de voir cette Maison de la durabilité juxter la fameuse Maison des siècles, au sein de la réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, sacralisée par l'UNESCO.

C'est le lieu d'une nouvelle approche, et donc de la renaissance dans la durabilité d'une nouvelle Ecole de Fontainebleau : « après les arts éternels, la vie durable dans une harmonie retrouvée avec la nature » a t'il conclu.

Le président et les ministres ont profité de leur visite pour célébrer le 5^o anniversaire de la création en 2012, dans l'édifice voisin des Héronnières, du «**Centre Européen des Technologies pour Infrastructures Durables**» (CETID) : ils estiment à 500 le nombre d'emplois générés par cette structure depuis cinq ans, et à au moins 1500 emplois ceux sauvés ou pérennisés dans Fontainebleau et ses communes voisines.

Le Président de la République française, dont c'est la première inauguration, souligne et félicite l'excellente coopération des Conseillers élus Municipaux et Territoriaux pour leur sursaut face à la crise économique de 2008-2015 avec leur conception du CETID et du MATD, mais aussi pour leur engagement commun qui fait de Fontainebleau un Centre Européen de la Durabilité renommé, bénéficiant à tout le grand Gâtinais.

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

PREMIER SCENARIO :

« *Tout va très bien, Madame la Marquise, tout va très bien !* »

COMMENTAIRE : POURQUOI L'INSEAD EST IL PARTI, ET LA VOCATION du CHÂTEAU EST ELLE CHANGEE ?

On se souvient qu'en 2009, la réforme des Universités a révélé la perspective du départ des 250 salariés (chercheurs, techniciens et personnel de service) des Centres de Recherche de l'Ecole des Mines de Paris (ENSMP devenu MinesParisTech) vers SACLAY : l'absence de stratégie alternative de la Communauté de Communes Fontainebleau-Avon (CCFA) a laissé le champ libre au Directeur de l'ENSMP pour finaliser ce départ en 2015 sans contreparties.

Cette même réforme visant à rapprocher Ecoles d'Ingénieurs et Universités a accentué l'isolement de ESIGETEL à Valvins (commune de Samois sur Seine) : la ville nouvelle de Melun-Sénart offrant de meilleures conditions de vie pour ses 300 étudiants-ingénieurs, et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne réduisant son financement de 600 000 €/an, le départ de ESIGETEL décidé en 2011 fut réalisé en 2013, tout près de l'IUT de Sénart.


Dans ces conditions, les deux départs précités effaçaient l'image locale d'Enseignement Supérieur et de Recherche, et la question du maintien de l'INSEAD à Fontainebleau était à nouveau posée dès 2012. Déjà pendant les années 90 une longue polémique à propos de l'extension des locaux aux abords de la forêt avait contribué à décider l'extension du campus asiatique où les conditions offertes par le gouvernement de Singapour étaient très favorables. Et comme l'INSEAD s'était dès les années 70 intéressé aux pays émergents d'Asie, et pouvait à juste titre se féliciter d'avoir créé pour eux le plus grand nombre de programmes pour cadres exécutifs offerts par les grandes «Business-Schools» internationales, cette seconde implantation était logique. Depuis son ouverture, les membres du corps professoral ne cessaient pas de comparer les conditions offertes par Fontainebleau et Singapour. Ils regrettaient de manière croissante de ne pas trouver à Fontainebleau ce qui attirait les meilleurs étudiants dans le site de Singapour (puis d'Abou Dhabi devenu en 2005 le troisième site) : une ville moderne, avec une communauté professionnelle jeune et dynamique, et une interaction avec des chercheurs (publics ou privés), des entreprises High-Tech, et des membres du gouvernement local.

Autant le campus de Fontainebleau offrait un environnement de grande qualité pour ceux qui aiment le calme et la nature, autant les environnements de Singapour et d'Abou Dhabi étaient remarquablement favorables à l'activité économique, à la possibilité de rencontres avec de grands dirigeants, et aussi à la création de starts-ups et nouvelles activités par les récents diplômés.

Après la génération des fondateurs de l'INSEAD, la deuxième génération vieillissante de professeurs partiellement retraités dans le Pays de Fontainebleau

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

cédait devant la troisième génération acquise à un départ. L'offre par la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, d'un magnifique campus entre la Cité Descartes (avec ses centres de recherches, Université, grandes écoles et entreprises) et Disneyland tout près de la Gare du TGV et de l'aéroport de Roissy, n'empêcha pas le départ (décidé en 2012 et réalisé en 2015) vers Zurich en Suisse qui sut offrir de meilleures facilités d'accueil et de fiscalité pour les étudiants et leurs professeurs étrangers.

Et ce, malgré le rapprochement en 2009 de GENERAL CABLE (Cf. [12° SYNAPSES](#) de ) qui avait repris en 2005 l'usine SILEC de Montereau, et qui avait trouvé en l'INSEAD un institut idéal pour l'apprentissage du management par ses cadres à haut potentiel.

Cette pépite de l'enseignement supérieur en gestion disparaissant, cela avait trois conséquences : une perte économique d'abord (plus d'un demi millier d'emplois directs, et les services d'hôtellerie et restauration pour 1000 étudiants MBA et 6000 « cadres managers » en stage/an), ensuite une perte d'identité internationale pour la région de Fontainebleau, et enfin et surtout une **dévaluation de l'image de marque «France» dans le monde entier** (les Managers formés à l'INSEAD sont un réseau de 30 000 dirigeants de grandes entreprises et PME, administrations publiques et ONG, présents dans 160 pays des cinq continents).

Dans la foulée, le départ des 150 chercheurs de CORNING (sur la commune de Samois-sur-Seine), maintes fois envisagé depuis leur siège des Etats Unis, fut rapidement décidé et réalisé en 2014.

Puis, le désintérêt des salariés de GEOVARIANCES, OXAND (et autres PME High-Tech) pour la région s'accéléra : OXAND (120 ingénieurs de haut niveau en 2013) fut racheté par un industriel Norvégien, et son siège délocalisé à Oslo.


Il ne restait plus que la pépite du Château : mais le choix (malheureux pour Fontainebleau) en 2010 des Hôtels des Archives nationales du Marais à Paris pour y installer un Musée National d'Histoire de France voulu par le Chef de l'Etat, avait accéléré la baisse de programmation de sa visite par les voyagistes accueillant les touristes étrangers. Et le rêve d'un hypothétique « Tourisme d'Affaires » s'était évanoui devant la rigueur du redéploiement des budgets des grandes entreprises consécutif aux crises financière puis économique.

Par voie de conséquence, les terrains libérés par les activités économiques précitées étaient investis par des promoteurs immobiliers qui se voyaient progressivement contraints de réduire la qualité et le prix des logements offerts à des ménages chassés du « Grand Paris » par la faiblesse de leurs revenus.

La paupérisation de la ville et de toutes les communes autour de Fontainebleau s'accélérait, l'appel aux ressources de la Région Ile de France (souvent boudée par antagonisme politique) s'est dès lors conclu en 2016-2017 par un réaménagement important des volumes du Château insuffisamment fréquentés, permettant ainsi de satisfaire les besoins croissants de soins aux personnes âgées nécessiteuses : c'était l'objet de l'inauguration de ce 17 juin 2017.

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

ANNEXE AU PREMIER SCENARIO

Pour le Sud-est Francilien, la question se pose de savoir si la revendication d'autonomie des Chambres de Commerce et d'industrie de l'Essonne et de la Seine-et-Marne (celle-ci installant son nouveau siège à Serris pour 18 000 000 €) dans la réforme de ces Chambres est favorable : une intégration dans la grande Chambre Ile de France, très familière des gestions de grandes écoles, et pour le coup désireuse de montrer son attention aux territoires éloignés du « Grand Paris », ne servirait elle pas mieux le pôle de Fontainebleau qui a pour vocation de servir tout le Sud-est ? Quelle que soit la structure finale retenue, il faudra bien que l'organisme consulaire réformé réponde aux besoins d'enseignement professionnel supérieur maintes fois exprimés par des industriels de Melun à Montargis, et de Sens à Etampes (Cf. [14° SYNAPSES](#) de ).

L'absence de stratégie de développement économique pour la CCFA est létale quand on sait que c'est la première compétence obligatoire d'une communauté de communes : l'affichage de vingt-deux chantiers divers sur un plan des deux communes n'est pas l'expression d'une telle stratégie.

Et voir un projet d'aménagement urbain autour de la Gare préparé par la seule municipalité d'Avon (avec certes une prévision de bureaux, mais sans référence aux priorités stratégiques de développement économique de la CCFA qui n'existent d'ailleurs pas), alors que de toute évidence le potentiel des terrains libérables par « Réseau Ferré de France » concerne tous les usagers de la gare bien au delà d'Avon (et que donc le qualificatif d'« Eco-quartier » n'est mérité que pour un « Eco-territoire » qui est celui de tous ces usagers) est un signe parmi bien d'autres des multiples dysfonctionnements systémiques de cette communauté trop petite.

Cela explique pourquoi des communes voisines du bord de Seine ne veulent pas entrer dans cet organisme. Et cela donne un alibi pour l'inaction des autres acteurs devant apporter leurs ressources et concours (Conseil Général, Chambres consulaires, Conseil Régional, etc.).

Des entreprises High-Tech de services à l'Industrie telles que GEOVARIANCES, OXAND, AGRO-BIO-SUCRES ENGINEERING, SEISQUARE (et autres) manquent de repères du même type pour leurs plans de développement, et s'inquiètent pour la fidélité de leurs salariés initialement attirés à Fontainebleau par la fréquentation de chercheurs, étudiants et professeurs dont ils partagent la culture.

Pour ces entreprises, la présence de l'ENSMP, ESIGETEL et INSEAD était rassurante, et contribuait à attirer collaborateurs et clients : la menace de leur départ ne peut que les conduire à quitter Fontainebleau.

De plus, elles regrettent, pour leurs recrutements français et internationaux, l'absence de document pour « vendre la région de Fontainebleau » dans un parcours professionnel des candidats approchés.

Ce même besoin est exprimé par les industriels du Sud-est Francilien (de Melun à Montargis et de Sens à Etampes) qui ont besoin de recruter des cadres de haut niveau ; dit autrement, ce territoire dont l'attractivité est appréciée par ceux qui y résident et travaillent, a autant besoin d'être présenté (avec les médias modernes de communication) aux chercheurs et acteurs économiques français et internationaux qu'à des touristes de plus en plus éphémères.

Ceci est vital au moment où tous les experts internationaux du développement des territoires s'accordent sur le fait que les gens veulent travailler là où on vit bien (18e Congrès « New Urbanism » à Atlanta du 19 au 22 mai 2010).

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

DEUXIEME SCENARIO :

« Si tu veux labourer droit, attache ta charrue à une étoile... »

COMMENTAIRE : POURQUOI LE 'CETID' A T'IL ETE MIS EN OEUVRE, ET COMMENT LE 'MATD' VIENT IL COMPLETER CET ORGANISME ?

On se souvient qu'en 2009-2010, au plus fort de la crise économique mondiale, des milliers d'entrepreneurs étaient réunis en France pour s'exprimer dans des « Etats Généraux de l'Industrie », et partager avec les pouvoirs publics la volonté de redynamiser nos industries de base, celles produisant les biens durables du 21^e siècle.

Cette prise de conscience pour les priorités dans la crise économique, venait compléter les premiers effets positifs de la création en 2005 des « Pôles de compétitivité » qui contribuaient aux rapprochements des chercheurs publics avec ceux des PME et grandes entreprises autour de projets collaboratifs.

Dans ce contexte, les industriels du Sud-est Francilien (de Melun à Montargis, et de Sens à Etampes) se sentaient éloignés, si pas oubliés, des pôles de compétitivité (de Marne-la-Vallée, Orléans, Dijon ou Meudon...) ainsi que des pôles Universitaires, alors que de tout temps, ce territoire du grand GÂTINAIS avait conjugué des activités industrielles avec des productions végétales.

En 2010, avec la programmation de futures structures pour la Région Parisienne (regroupements de Chercheurs-Enseignants d'Universités et de Grandes Ecoles, infrastructures de transport pour le « Grand Paris », réformes des chambres consulaires et des collectivités territoriales, etc.) l'accord du Gouvernement avec la Région Ile de France pour l'exécution du «Schéma Directeur pour l'Ile de France » (SDRIF) ouvrait la voie au renforcement de la vocation de « *territoire d'excellence autour de projets innovants regroupant activités économiques, unités de recherche, équipements structurants en matière de recherche et d'enseignement supérieur* » pour Fontainebleau (Page 64 du SDRIF), au service des activités économiques du Sud Parisien.

Dans ce contexte, l'ensemble des élus des trente communes du SMEP (Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation) de Fontainebleau chargés de préparer le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale)¹ qui traduit les ambitions du SDRIF pour les 70 000 habitants de Fontainebleau-Avon et leurs communes environnantes, établissaient un diagnostic lucide des faiblesses et menaces pour leur territoire, et concevaient en 2011 un PADD

¹ Le lecteur attentif trouvera l'explication détaillée de ces termes du Droit de l'Urbanisme dans Wikipédia.

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

(Projet d'Aménagement et de Développement Durable) ambitieux s'appuyant sur les forces de ce territoire, et saisissant les opportunités du nouveau contexte Européen, National et Francilien pour l'Industrie. Ce PADD impliquait la révision immédiate du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de nombreuses communes, dont Avon et Fontainebleau.

Avec les enseignements du passé (départ de MORPHOSYSTEMES, Institut Européen du Développement Durable, GEONOMIA, Chaire Paul Dubrule à l'INSEAD...), ils concevaient **solidairement** une stratégie de développement économique cohérente :

1. Parce que les investissements structurants (Recherche et Enseignement Supérieur, Transports collectifs, Hôpitaux...) sont réalisés par la Région et l'Etat, ils obtenaient d'abord de limiter le programme de transfert des chercheurs de MinesParisTech vers Saclay à quelques équipes ; et en contrepartie, ils offraient au pôle de compétitivité ADVANCITY (ou « Villes et Mobilité Durables ») centré sur Marne-la-Vallée, d'être territoire d'expérimentation des nouveaux produits et technologies développés en projets collaboratifs (associant de grands industriels tels que BOUYGUES, VEOLIA TRANSPORT, EIFFAGE, SOLETANCHE, EDF, VINCI, etc. avec des PME telles que OXAND, NOMADIC SOLUTIONS, GEOVARIANCES, etc. et des équipes de chercheurs publics).

Dans cette démarche, **les trente communes du SMEP s'engageaient** à construire ou rénover des bâtiments avec les innovations pour lesquelles Etat et Région apportaient leur concours, mais aussi à favoriser l'accueil et la formation des nouveaux clients des industriels porteurs des projets, donc des clients venant de tous pays. Et comme le suivi des expérimentations et la relation entre les concepteurs et les nouveaux clients de ces produits faisait appel à des compétences de « Recherche Appliquée » du CSTB, CERIB, INRETS et autres organismes, ceux-ci trouvaient naturellement place dans des locaux libérés par quelques équipes de MinesParisTech.

Le Département approuva d'autant mieux cette ambition du SMEP qu'il contribuait déjà au financement de « l'usine à projets » d'ADVANCITY, qu'il avait à coeur de rentabiliser cet investissement avec rééquilibrage pour le Sud, et qu'il affichait l'ambition d'être leader de l'éco-construction dans son « Projet de Territoire de la Seine-et-Marne » adopté en mai 2010.

Ce choix révélait rapidement la nécessité de conserver à Fontainebleau des équipes de MinesParisTech, parce que complémentaires du domaine des bâtiments, infrastructures et transports des villes durables. Mieux : la mise en oeuvre du « Materials Ageing Institute » inauguré en 2009 au Centre de Recherches d'EDF proche de Ecuellen, avec la contribution d'équipes de MinesParisTech, et associant des chercheurs Japonais,

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

Américains et Allemands, trouvait des applications inattendues de ses travaux sur les matériaux utilisés par l'industrie nucléaire, pour certains projets de ADVANCITY.

Et comme l'INSEAD tout proche formait déjà depuis plusieurs années des cadres managers internationaux aux stratégies de développement durable, l'orientation des élus locaux du SMEP conduisait à la création dès 2012 du CETID : «Centre Européen des Technologies pour Infrastructures Durables».

Il faut dire qu'ils étaient encouragés par les succès d'OXAND (jeune PME née à Fontainebleau en 2002) qui passait dès 2012 le cap de 100 ingénieurs de haut niveau en s'appuyant sur les retombées des dernières catastrophes technologiques, et en répondant aux besoins cruciaux de gestion des risques par tous les industriels.

Tous ces atouts permirent de rallier les acteurs économiques du Sud Essonne, Nord Loiret et Nord Yonne au projet, parce que contribuant au dynamisme économique de tout le Sud-est parisien : le grand GÂTINAIS.

Le siège de cet organisme fut installé dans le bâtiment rénové des Héronnières, contemporain de certaines parties du Château, ayant très longtemps abrité l'école militaire d'artillerie et son élite scientifique des officiers de l'Armée française. Il devenait vitrine et tête de réseau (avec une forte présence d'OXAND, déjà fournisseur du domaine nucléaire d'EDF, mais aussi de gestionnaires de ponts, tunnels et infrastructures urbaines) de toutes ces « Business applications » de recherches orientées «développement durable» pour matériaux, bâtiments et infrastructures : SAFRAN pour ses moteurs d'avions à Melun Villaroche, SILEC CABLE à Montereau, et HUTCHINSON avec ses produits très innovants pour tous types de véhicules de transport à Chalette-sur-Loing en étaient devenus membres très actifs.

L'INSEAD en était membre moteur parce que, très implanté à Singapour, il intégrait cette base asiatique dans le dispositif d'internationalisation des innovations commercialisées par le CETID, avec le plein appui de l'Agence Régionale de Développement (ou ARD) : celle qui « vend » l'Île de France aux entreprises et investisseurs étrangers, et qui est très active dans les pôles de compétitivité et le développement des éco-activités.



2. Parallèlement, les élus du SMEP voulant conforter la vocation d'Enseignement Supérieur de Fontainebleau au service du Sud-est Francilien (contre la menace de départ de l'école d'ingénieurs ESIGETEL) et observant que l'Université Paris Est Créteil (UPEC) qui gérait l'IUT de Fontainebleau n'avait pas d'école de formation d'ingénieurs au moment où

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

toutes les Universités sont invitées à s'en doter, proposèrent la création d'un grand campus universitaire sur les 100 hectares de terrains militaires libérés, avec résidences d'étudiants au coeur de la ville.

Avec le concours d'Industriels du Sud-est Francilien (souvent les mêmes que ceux précités, mais aussi ADR, REDEX, et autres en mécanique de précision), ils obtinrent de la région Ile de France et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris le déplacement à Fontainebleau de deux autres écoles d'ingénieurs étouffant dans leurs murs parisiens (libérant donc des locaux pour d'autres priorités du « Grand Paris ») .

Ainsi était formé en 2014 l'UTF (Université Technologique de Fontainebleau), s'inspirant des succès de celles de Compiègne, Troyes et Belfort-Montbéliard, mais orientée vers les technologies du CETID, et intégrée dans UPEC. Et pour attirer les meilleurs professeurs et étudiants, une partie des enseignements est dispensée dans les bâtiments rénovés de la cour Henri IV du Château, tandis que des équipements sportifs militaires voisins sont mis à leur disposition, à l'image des célèbres établissements d'Oxford en Angleterre.

Dans ce nouveau contexte, les professeurs de l'INSEAD tissèrent des relations avec les industriels du CETID, ainsi que les Professeurs-Chercheurs de l'UPEC, en fertilisant ces deux ensembles par leurs réseaux mondiaux (30 000 Alumni dans 160 pays): ceci au profit des étudiants de l'INSEAD comme de l'UPEC qui, de plus en plus désireux de créer leur entreprise, bénéficiaient ainsi d'un écosystème très favorable, dont la pépinière suggérée en 2005 par  et née en 2008 était le précurseur (Cf. [7° SYNAPSES](#) de ). La décision prise en 2011 de focaliser cette pépinière sur le thème de la durabilité et des éco-activités en soutenant massivement ses starts-ups, a ouvert une floraison d'idées et de projets: de nouvelles chasses en forêt de Fontainebleau !

Ce dynamisme profitait dès 2013 à l'ensemble des communes du SMEP, et bien au-delà, aux industriels du Sud-est Francilien: un territoire de 750 000 habitants qui était considéré jusqu'en 2010 comme un désert économique, et qui devenait un bassin 'd'innovation-crédation' fécond.

3. Ce 18 juin 2017, le « MUSEE des ARTS et TECHNOLOGIES DURABLES» (MATD) vient couronner le tripode CETID-INSEAD-UPEC de manière cohérente : il suffit de rappeler que le mot « Art » désigne d'abord l'habileté, le métier, la connaissance technique des hommes, artisans avant de devenir industriels et artistes. Le premier des « beaux-arts » n'est il pas l'architecture, celui par lequel les grands chefs d'Etat aiment laisser la trace mémorielle de leurs actions ?

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

On se souvient qu'en 2009-2010, l'ambition du chef de l'Etat français d'instituer un « Musée National de l'Histoire de France », ouvrit un débat passionné entre historiens, sociologues, conservateurs de musées ; et aussi une compétition entre villes candidates pour son accueil : Fontainebleau en fut injustement écartée au motif que son Château serait la « Maison des rois », alors qu'il a été la « Maison des siècles », témoin de la période de construction par Napoléon des socles de la République, actifs jusqu'aujourd'hui.

La crise économique ayant en 2010 réduit considérablement les budgets publics pour la culture (et aussi les budgets privés des touristes venant de contrées lointaines), le projet précité fut installé dans l'Hôtel de la Marine à Paris. En même temps, le rassemblement des forces vives de la nation pour la redynamisation des activités humaines au service d'un développement industriel durable, percolait le débat des historiens sur ce qu'il est pertinent de présenter dans un « Musée National de l'Histoire de France ». L'idée s'imposa naturellement que l'invention par des Français de matériaux, machines et technologies, était indissociable de notre Histoire Nationale.


Ainsi naquit ce concept de « MAISON des ARTS et TECHNOLOGIES DURABLES » qui harmonise les présentations traditionnelles de musées avec les productions d'inventeurs célèbres (Palissy, Fresnel, Pascal...) et leurs prototypes ou machines, un peu dans le prolongement de ce que l'honnête homme du 18^e siècle apprenait dans les encyclopédies de Diderot et D'Alembert eux-mêmes philosophes et artistes. Et n'est ce pas le génie d'un Léonard de Vinci qui a suscité l'arrivée en France d'artistes de talent formant la célèbre Ecole de Fontainebleau du 16^e siècle ?

Il fut donc décidé en 2015 d'y rassembler des témoins de notre Histoire sociale, politique, industrielle, culturelle et artistique, ceci en partenariat avec le Musée des Arts et Métiers de Paris, ceux de la Découverte et de la Cité des Sciences et de l'Industrie, et ceux de Safran à Melun-Réau, Ampère à Poleymieux, etc. Les trésors cachés des bibliothèques des Grandes Ecoles d'Ingénieurs (Polytechnique, MinesParisTech, etc.) redevables des soutiens de Napoléon séjournant à Fontainebleau, trouvèrent ainsi une valorisation inattendue et méritée.

Le MATD inauguré ce 18 juin 2017 est donc bien la vitrine de l'Histoire de tous les Génies français.

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

ANNEXE AU DEUXIEME SCENARIO

Depuis toujours, la première vocation industrielle du Sud-est Francilien est au service des besoins fondamentaux du « Grand Paris » : sa nourriture, et ses matériaux de construction. Ce Sud-est Francilien est un territoire inter-régional aux extrémités des Régions Bourgogne, Centre et Ile de France : de Melun à Provins, Sens, Montargis, Pithiviers, Etampes ; et Fontainebleau est au coeur de ce bassin d' « innovation - création d'activités industrielles » (Cf. [15° SYNAPSES](#) de ).

Si Fontainebleau a vocation à être le pôle de recherches (plus « appliquées » que « fondamentales ») et innovations au service des industriels proches, ce n'est pas avec des ateliers bruyants et fumants, mais par des activités intellectuelles de très haut niveau associant ingénieurs et docteurs, informaticiens, « Marketeurs et autres Business développeurs » .

AGRO-BIO SUCRES ENGINEERING, PICARD SURGELES ou DAREGAL (tout près à Milly la Forêt) illustrent ce qui peut être développé pour la nourriture des Parisiens. CORNING et OXAND sont moteurs d'innovations dans leurs domaines (matériaux High Tech à base de silice, et durabilité des infrastructures) : ils sont des exemples d'activités à favoriser, et accompagner.

Faire de Fontainebleau et ses communes proches un territoire d'expérimentation des innovations conçues dans ADVANCITY à Marne la Vallée est très peu coûteux : leurs concepteurs en ont besoin et le demandent, et les BOUYGUES ou VEOLIA accueilleront d'autant mieux leurs clients de Singapour ou Sao Paulo à Fontainebleau que ces derniers y connaissent déjà l'INSEAD. La Région comme l'Etat ont tout intérêt à financer cette vitrine pour accélérer la création d'emplois par commercialisation et industrialisation de produits qu'ils subventionnent fortement en amont.

Ce modèle de vitrine pour les innovations d'ADVANCITY peut être étendu aux innovations développées dans le GENOPÔLE d'Evry (hors santé humaine) en coopération avec Milly-la-Forêt : des expérimentations en santé animale sont cohérentes avec la tradition équine de Fontainebleau, et des expérimentations bio-végétales sont en cohérence avec les productions vivrières locales et la Station de biologie végétale et d'écologie forestière de l'Université Paris 7 - Denis Diderot située près de la gare de Fontainebleau-Avon et le Conservatoire National des Plantes de Milly-la-Forêt.

En prolongement du « Musée des Arts et Technologies Durables », on peut envisager l'usage des technologies du CETID pour les besoins scientifiques de conservation et restauration des oeuvres artistiques (peinture, sculpture, architecture, céramiques, vitraux...).

Ce scénario n'évoque pas l'hypothèse - probable à ce jour, mais incertaine - de construction d'un Hôpital & Clinique sur des terrains militaires, en libérant des locaux en coeur de ville : cette ambition peut être favorisée dès 2010. En effet, il appartient bien à une communauté de communes investie d'une mission de développement économique, de prendre l'initiative de rassembler toutes les compétences informatiques actuelles (ESIGETEL, IUT, CRI de MinesParisTech) autour d'un projet « Hôpital numérique » : ceci ne peut qu'être soutenu par le Département qui a fortement investi dans le câblage optique, en particulier à Fontainebleau.

Dans ce même registre, des compléments de scénarios sont possibles avec le CEDEP (voisin de l'INSEAD) pour développer des offres en télétravail, téléformation, en cohérence avec l'ardente obligation de réduire les déplacements « Fontainebleau - 'Grand Paris' » .

Sud-est Francilien : scénarios d'« Economie politique-fiction »

Le présent scénario n'évoque pas davantage le potentiel d'activités touristiques : ce dernier n'est nullement exclusif, bien au contraire, des perspectives ouvertes ici : il est un atout au service de la stratégie esquissée.

Et bien sûr, il conviendrait de veiller à intégrer le jumelage de la ville de Fontainebleau avec la ville de Konstanz en Allemagne (elle-même universitaire et touristique, dont les cinquante ans de relations ont été célébrées en 2010) dans un plan stratégique retenant les présentes orientations.


Un lecteur attentif objectera que de tels scénarios esquivent le principe de réalité des financements nécessaires : sont ils moins prioritaires que pour des activités sportives, équestres, touristiques ?

➔ Pour l'Enseignement Supérieur, il s'agit à volume constant d'orienter des ressources de l'Etat et des Régions Bourgogne, Centre et Ile de France vers un lieu géographique plutôt qu'un autre ; bien sûr l'offre foncière des collectivités territoriales est attendue. Mais la création d'une fondation ad hoc pour compléter l'équipement des établissements formant des cadres et techniciens supérieurs dont l'Industrie du Sud-est Francilien a besoin, en vue de les rendre plus attractifs aux jeunes lycéens (y compris donc les lycées techniques de Montereau, Villemandeur, Sens, Etampes et Champagne-sur-Seine), est envisageable en drainant les apports de SILEC CABLE, SENOBLE, KERAGLASS, HUTCHINSON et autres entreprises pouvant alléger leur impôt dû à l'Etat .

➔ Pour le CETID, les financements seront apportés d'abord par les entreprises désirant commercialiser leurs produits expérimentés et exposés en vitrine pour leurs prospects : un abondement par l'Etat, la Région et le Département, qui n'est qu'un redéploiement de ressources affectées aux pôles de compétitivité est possible.

➔ Pour le MATD, la contribution (par défiscalisation dans une fondation dédiée) de grands Groupes industriels (tels que SAINT GOBAIN, AIR LIQUIDE, SAFRAN, EDF, SILEC, TOTAL, etc.) est le moyen opportun de compléter les ressources réduites du Ministère de la Culture : c'est la voie du mécénat que la jeune 'Société des Amis et Mécènes du Château' tente d'ouvrir, au service d'un témoin durable du bassin de vie du GÂTINAIS depuis dix siècles. Oui, on peut solliciter des Industriels Mécènes, si le Pays de Fontainebleau veut bien appuyer, encourager, et soutenir les entrepreneurs industriels du grand GÂTINAIS...

Le lecteur qui aura bien voulu lire cet essai d' « Economie politique - fiction » jusqu'ici, peut trouver sa récompense en lisant « Créativité et innovation dans les territoires » du 17 mai 2010, en http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE091_creativite_territoires.pdf

 PÔLE SUD PARIS est une association, née en 2005 pour contribuer à un développement économique & social dynamique du Sud du bassin parisien, de Melun à Provins, Sens, Montargis, Pithiviers, Etampes. Elle réalise des mises en relation (au bénéfice de PME High-Tech et de créateurs de jeunes entreprises innovantes à fort potentiel), avec des équipes de Recherche, des pôles de compétitivité, de grandes entreprises technologiques, des investisseurs en start-ups, etc. Et elle suscite des mises en débat pour l'économie industrielle de ce territoire inter-régional du grand GÂTINAIS.

Cf. www.polesud77.asso.fr

Pour réagir : contact@polesudparis.fr